

Chronique islandaise – septembre 2022

Ces lignes sont le résultat de lectures, de suggestions et d'informations que je peux obtenir autour de moi, mais elles n'engagent que ma seule responsabilité.

Les négociations sociales à venir

Les accords et leurs négociateurs

Le code du travail islandais plairait aux plus libéraux de nos dirigeants économiques et politiques : quelques pages que personne ne semble s'être soucié de relier avec une couverture rouge. Mais très vite ils déchanteront en apprenant que les relations employeurs/employés reposent sur près de 350 accords collectifs signés le plus souvent pour trois ans. La plupart viennent à échéance fin septembre. Pourtant à quelques exceptions près, les négociations n'ont pas encore commencé. Profitons de ce répit pour inventorier les forces en présence :

- Quatre grands groupes d'employeurs : les entreprises privées, rassemblées directement ou par l'intermédiaire d'organisations spécifiques (branches d'activités ou localisation) à la Fédération SA (Samtök atvinnulífsins¹), soit 2000 entreprises représentant 110400 salariés du secteur privé, les Collectivités Territoriales (30700 salariés), l'État (23000 salariés), et diverses structures (7400 salariés),
- Cinq organisations de salariés : la confédération [ASÍ](#) (Alþýðusamband Íslands – Confédération islandaise du travail), qui, à travers 5 fédérations et 7 syndicats, regroupe l'essentiel des salariés du secteur privé et quelques syndicats du secteur public, la fédération [BSRB](#) (Bandalag starfsmanna ríkis og bæja – Fédération des employés de l'état et des collectivités territoriales) qui fédère 24 syndicats du secteur public, la fédération [BHM](#) (Bandalag Háskólamanna – Fédération des diplômés de l'enseignement supérieur) qui regroupe 27 associations de métiers auxquels l'accès n'est possible qu'avec un diplôme de l'enseignement supérieur (médecins, avocats, architectes...), la fédération [KÍ](#) (Kennarasamband Íslands – fédération des enseignants), auquel il faut joindre le groupe des organisations non fédérées.

	total adhérents	% salariés	nb accords
ASÍ	108000	63%	149
BSRB	23500	14%	53

¹ Voir [ici](#), curieusement il n'y a pas de version anglaise du site

BHM	10000	6%	62
KÍ	10700	6%	13
autres	18700	11%	49
total	171500	100%	326

La complexité des négociations est plus évidente encore à considérer le tableau suivant où apparaissent les diverses parties aux négociations des 326 accords² :

	ASÍ	BSRB	BHM	KÍ	Autres	Total
SA	89	12	10	1	24	136
Coll. Territoriales	27	15	23	5	8	78
État	7	14	21	1	16	59
Autres	26	12	8	6	1	53
Total	149	53	62	13	49	326

Ajoutons que, avant signature, les accords sont soumis à ses adhérents par chacun des syndicats associés aux diverses fédérations, soit en l'occurrence 326 consultations ! En cas de désaccord, tout à



Aðalsteinn

fait possible, la négociation reprend au niveau le mieux adapté à la situation. Ces réunions mobilisent environ 600 personnes. Les accords conclus sont ensuite communiqués au Médiateur National (Ríkissáttasemjari), actuellement Aðalsteinn Leifsson³, nommé à ce poste le 1^{er} avril 2019. C'est aussi vers lui que doivent se tourner les négociateurs quand ils ne parviennent pas à un accord. La grève n'est légalement possible qu'après l'échec de cette médiation, et si la majorité des adhérents au syndicat l'approuve.

En 2019, les divers interlocuteurs ont voulu se doter d'informations objectives et partagées : niveau et structure des salaires, évolution du pouvoir d'achat, emploi, aujourd'hui et à venir, en Islande et à l'étranger. Ils en ont confié la responsabilité à une commission (Kjöfræðinefnd) associant des représentants de ces organisations et le Bureau des Statistiques. Le résultat est un rapport semestriel d'une soixantaine de pages, d'une qualité remarquable.



Les préliminaires

J'ai fait état dans ma chronique de juillet-août de « bruits de bottes », notamment la démission de

² Source de ce tableau et des précédents : Kjöfræðinefnd

³ Nous serons tous satisfaits d'apprendre que Aðalsteinn a été formé à la négociation à l'École de management de Grenoble et y a produit une thèse de doctorat

Drífa Snædal, présidente de l'ASÍ depuis 2018. Un nouveau président sera élu lors du congrès de la confédération prévu du 10 au 12 octobre 2022. Ont déjà annoncé leur candidature : Ragnar Þór Ingólfsson, président de VR, comme président, Sólveig Anna Jónsdóttir, présidente de Efling, comme 1ère vice-présidente, et Vilhjálmur Birgisson, président de SGS comme 2ème vice-président, soit un trio très puissant (72000 adhérents), tous trois souvent cités dans ces chroniques comme porteurs d'un syndicalisme peu enclin aux compromis. Ragnar Þór sera sans doute élu, mais Il n'est pas certain que les autres dirigeants des syndicats et fédérations adhérentes à l'ASÍ acceptent une prise de pouvoir aussi totale. L'activisme de Sólveig Anna en particulier est peu apprécié, tant dans le monde syndical qu'à l'extérieur. Quoiqu'il arrive, les négociations s'annoncent rudes.

Actualité économique

Le budget

Rudes, les négociations le seront d'autant plus que l'inflation a érodé une partie des avantages salariaux obtenus en 2019, soit 8% d'août 2021 à août 2022, alors que sur la même période l'inflation a été de 5,5% mais avec une importante progression depuis le début de 2022 pour culminer à 10%. Toutefois, à la différence d'autres pays, c'est l'immobilier qui tire les prix plus que l'énergie, et celui-ci connaît un renversement de tendance depuis début septembre. Ce mois les prix n'ont progressé que de 1% par rapport au mois passé, ramenant le rythme annuel de 9.7 à 9.3%. Et ce rythme n'aurait été que de 7% si l'immobilier en était exclu.

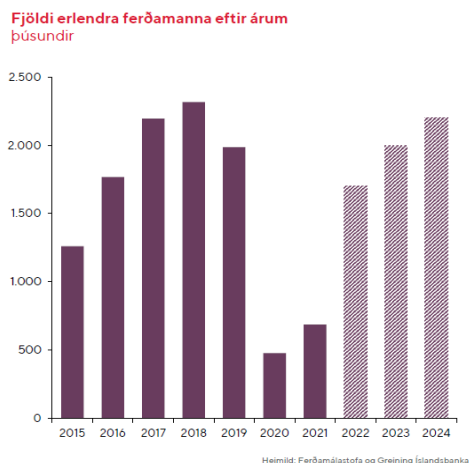
Au même moment, le gouvernement tente de déminer les négociations à venir dans sa présentation du budget 2023 en répondant à l'avance aux revendications qu'il pressent : « *consolider une situation déjà assainie pour ensuite progresser, voici la direction à prendre pour les prochains semestres. (...) Dans notre projet nous veillons à renforcer nos services, nos équipements, à protéger notre niveau de vie et notre système de sécurité sociale. D'un autre côté nous devons réduire nos dépenses après de fortes augmentations ces dernières années afin de vaincre l'inflation et assainir notre situation.* ». Et de mettre quelques résultats en valeur : 60000 lkr (430€) de progression moyenne du pouvoir d'achat depuis 2016, chômage réduit à 3.5%..

Les revenus de l'État doivent progresser de 952 (budget 2022) à 1030 milliards d'lkr, soit 79 milliards (565 millions d'€), avec comme principales sources l'impôt sur les produits financiers (+16 m.) et la TVA (+19.4 m.). De plus la fiscalité sur les véhicules va être revue : les aides à l'achat de véhicules électriques ont réduit les ressources de l'état affectées à l'entretien des routes, alors qu'elles sont toujours aussi nécessaires. Un rééquilibrage va être mis en œuvre.

Toujours dans le souci de répondre à certaines revendications à venir, le gouvernement montre l'importance accordée aux dépenses sociales, avec en tête la santé (31%) incluant la construction du

nouvel hôpital et l'amélioration des remboursements. Mais il met cette année un accent particulier sur les dépenses liées au logement.

Les prévisions



nb de touristes étrangers par année

Mi-septembre Íslandsbanki publie ses prévisions. Tirées par une saison touristique exceptionnelle, elles sont très positives : +7% de progression du PNB pour 2022, avant un ralentissement à 2.2% en 2023 et 2.4% en 2024. Le tableau ci-contre montre que, malgré les nombreux avertissements, confirmés en 2020 et 2021, sur le danger d'une mauvaise maîtrise du tourisme, aucun ralentissement ne semble envisagé. Il est vrai qu'ainsi l'Islande retrouvera en 2023 l'excédent commercial connu avant la pandémie. Quant à l'inflation, elle devrait ralentir à 6.3% en 2023 puis 3.9%, ce qui reste supérieur à la norme (2.5%) de la Banque Centrale. Une des principales causes est le manque de main d'œuvre. Même s'il est prévu que l'apport des immigrés progresse et dépasse 20% du total, Íslandsbanki estime à

3.2 puis 3.6% le taux de chômage.

Actualité politique

la rentrée parlementaire

Les députés se retrouvent le 13 septembre lors d'une séance solennelle présidée par Guðni Jóhannesson, président de la République. Comme pour conjurer les bruits de désaccords dans la coalition, les ministres des trois partis font état d'un nombre impressionnant de projets (200 !), dont on peut déjà prévoir qu'ils ne seront pas tous examinés. Citons, parmi les 20 projets du ministre de l'Intérieur, l'accueil mieux contrôlé des étrangers, le développement des moyens de la police, le regroupement des tribunaux locaux, la réduction à un seul du nombre des « sýslumenn » et la vente d'alcool par internet. Soit l'essentiel du programme sociétal du parti de l'Indépendance.



Guidé(e)s par le Président et l'Évêque(e), les député(e)s se rendent à la Cathédrale

Parmi les autres projets notons celui, déjà évoqué, de Sigurður Ingi Jóhannsson, ministre des Infrastructures (parti du Progrès), prévoyant la création d'entreprises à capital

public gérant les infrastructures routières. Pour sa part Katrín Jakobsdóttir se limitera à huit projets dont un précisera les conditions d'entrée de capitaux étrangers dans des entreprises critiques pour la vie économique et sociale de l'île, telle Míla, principal réseau de télécommunications, que le fonds français Ardian est en passe d'acquérir.

Politique étrangère

L'Islande et l'UE

D'ores et déjà, les trois leaders de l'opposition, animatrices de partis pro-EU, ont déposé une proposition de loi prévoyant un referendum sur la poursuite des négociations d'adhésion à l'UE. Je rappelle que celles-ci avaient été autorisées par l'Alþingi le 16 juin 2009, engagées puis abandonnées avant les élections de 2013. Et cet abandon avait été confirmé par une simple lettre de Gunnar Bragi Sveinsson, alors ministre des Affaires Étrangères (parti du Progrès) remise le 12 mars à son homologue lituanien⁴ – la Lituanie assurait alors la présidence de l'UE –, après de multiples manifestations à Reykjavík⁵.

Il n'y a pas (encore) de sondage récent sur le sujet, mais il est possible que la période soit favorable à cette initiative. Les années passées ont montré que seule une grosse minorité souhaite l'adhésion (45% ?), mais que cette minorité se transforme vite en majorité en cas de crise internationale.

L'Islande à l'ONU

Pendant ce temps, à la tribune des Nations Unies, Þórdís Kolbrún Gylfadóttir, ministre des Affaires Étrangères (parti de l'Indépendance), s'adresse au monde⁶ pour y vanter les vertus du multilatéralisme et de la coopération internationale et rappelle l'opposition de son pays à l'invasion de l'Ukraine.

Et [ceci](#), qui est une autre manière de parler au monde : tricoteuses et tricoteurs ont pris l'engagement d'envoyer en Ukraine d'ici fin octobre 100000 paires de chaussettes, bien chaudes...

Société

Et Covid ?

⁴ Voir communiqué du Ministère des Affaires Étrangères et lettre sur <http://www.mfa.is/news-and-publications/nr/8377>

⁵ Voir chronique de mars 2015

⁶ Voir [communiqué](#) et video

Faut-il en proclamer la fin ? Ou n'est-ce qu'un répit ? Des cas sont encore déclarés, mais aucun ne requiert de soins particuliers. À ce jour le nombre de morts s'établit à 213, soit 0.11% des personnes infectées, mais 10% chez les plus de 90 ans.

On sait que la lutte contre la pandémie a été pilotée par une troïka, dont le membre le plus connu et reconnu a été Þóroldur Guðnason, médecin épidémiologiste qui vient à 70 ans de prendre sa retraite. À cette occasion il bénéficie de multiples hommages.



hommage à Þóroldur

Immigration

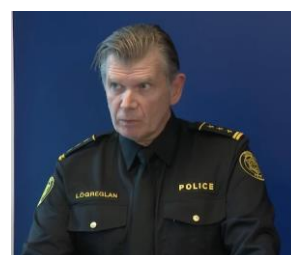


Avec l'arrivée d'immigrés, notamment de Pologne, les autorités se sont beaucoup préoccupées de l'accueil et la scolarisation des enfants. C'est ainsi que dès 2008 a été ouverte une école polonaise. A 25 ans, elle reçoit 250 élèves et emploie 21 enseignants tous diplômés en Pologne,

Mais aujourd'hui l'immigration change de nature et de rythme, au point que la police se dit débordée. Depuis le début de l'année 2022 18 demandes d'asile ont été déposées dont 1646 en rapport avec le conflit ukrainien. Viennent ensuite 537 Vénézuéliens et 119 Palestiniens. Et le mouvement va certainement s'amplifier alors que déjà manquent les possibilités d'hébergement.

Attentat terroriste ?

En elle-même, la nouvelle est une bombe : la police vient d'arrêter deux personnes – des Islandais insiste-t-on – qui préparaient une action armée contre l'Alþingi et/ou la police à l'occasion d'une manifestation interne. 17 perquisitions ont permis de saisir près de 70 armes diverses, presque toutes déclarées, et de nombreuses munitions ; 5 autres personnes ont été arrêtées. Qui sont ces personnes que la police observait depuis plusieurs semaines ? Quelles sont leurs motivations, leurs liens avec des groupes étrangers d'extrême droite ? La police reste discrète, comme le veut la loi islandaise. Pourtant on apprend que Sigríður Björk Guðjónsdóttir, cheffe de la Police de l'île, s'est écartée de l'enquête du fait de liens entre son père, armurier, et l'un des suspects. Des doutes paraissent : s'agit-il vraiment de terrorisme ?



Grímur Grímsson, chef de la police de la capitale

Et pendant ce temps la vie continue...

- 05/09 : leçon pour les touristes à venir : il coûte moins de **garer son jet privé** sur l'aéroport de Reykjavík que sa voiture dans un parking du centre-ville,
- 06/09 : catastrophe économique : **seulement 100 baleines** ont été tirées jusque l'usine de Hvalfjörður, moins qu'en 2018, dernière année de chasse,
- 16/09 : Eliza, épouse du président Guðni, et **Willum**, ministre de la santé, inauguraient le nouveau centre de Hugurafli (voir [ici](#)) dont la vocation est l'écoute, l'assistance, et la remise sur pieds de personnes confrontées à de grosses difficultés personnelles,



sexisme ?



- 18/09 : santé encore : il y a **847** médecins islandais exerçant hors de l'île, et **230** sur celle-ci,
- 20/09 : par contre les patients sont préparés très tôt avec soin. Ainsi de ce **bangaspitali** (hôpital de peluches) périodique où des internes reçoivent des enfants...

NOTER :

J'ai profité de l'été 2019 pour ouvrir un blog appelé « **l'Islande aujourd'hui** » (<http://blog.sg-ms.net>). Pour l'essentiel, l'idée est de mettre en ligne les mouvements d'humeur que je retiens tant bien que mal dans mes chroniques, avec une possibilité d'échanges. Nous verrons comment cela évoluera !

Il m'arrive de renvoyer à des chroniques plus anciennes : si certaines vous manquent, je me ferai un plaisir de vous les envoyer. Vous pourrez aussi consulter les plus récentes sur mon blog.

Cette chronique ne comporte qu'une sélection très personnelle d'informations politiques, économiques et sociales sur l'Islande. À ceux qui voudraient en savoir plus sur ce pays et son actualité, je signale tout particulièrement :

- le site Internet de l'Ambassade d'Islande en France (<http://www.iceland.is/fr>), 52 avenue Victor Hugo 75116 Paris ; tel : 01 44 17 32 85 ; on y trouve en ligne beaucoup d'informations importantes, ainsi que des liens très utiles,
- le site internet de l'Ambassade de France en Islande (<http://www.ambafrance-is.org/>),
- la revue "Courrier d'Islande" (trimestrielle) que l'Association "France-Islande" envoie par courrier postal à ses adhérents. Pour connaître les activités de cette Association (qui dispose d'un site Internet (<http://www.france-islande.fr/>)), prendre contact avec sa présidente : Agnès Mestelan - agnesmest.fi@orange.fr

- l'Association "France-Islande" a aussi un forum : <http://www.france-islande.fr/forum/>
- l'Université de Caen (Département des Études Nordiques) publie sur le net une bibliographie complète des livres (littérature ou autres) islandais traduits en français, régulièrement mise à jour sur <https://isl.hypotheses.org/>